Rapport moral 2024 d'Energie Partagée Association

L'année 2024 a été marquée par des signaux inquiétants pour l'avenir de la démocratie en Europe et dans le monde, avec des implications négatives pour la lutte contre le changement climatique et la justice sociale.

En France, nous avons traversé une crise politique sans précédent, avec les élections européennes, la montée de l'extrême droite, la dissolution de l'Assemblée nationale, les élections législatives, une tension accrue sur les finances publiques et une absence de gouvernement durant plusieurs mois. Cette situation a entraîné près de 8 mois sans visibilité sur les travaux relatifs aux futures lois concernant la transition énergétique, paralysant notre action de plaidoyer pour l'énergie citoyenne. Le contexte international et national relègue les questions environnementales au second plan, certains cherchant simplement à les remiser au placard.

Nous observons des signaux contradictoires et même plutôt négatifs : un cadre législatif promouvant la solarisation via les bâtiments et les ombrières, ainsi que des assouplissements de l'autoconsommation collective, une volonté de relocaliser la production industrielle en Europe (sans s'en donner les moyens), mais aussi un désengagement sur les dispositifs de soutien, mettant en péril la faisabilité économique des projets tant sur l'électricité que la chaleur renouvelable. Certaines propositions politiques vont même dans le sens d'une suppression de l'Ademe, qui est un soutien majeur de l'énergie citoyenne et plus globalement de la transition énergétique au niveau national et dans les territoires.

Sur le terrain, les collectivités ont confirmé leur intérêt pour les montages citoyens et le label Energie Partagée, mais ont été contraintes par l'austérité budgétaire. Ce contexte a de lourdes conséquences sur nos activités et les projets citoyens, avec des baisses voire des suppressions de subventions.

Cependant, 2024 a aussi été l'année de l'inauguration du parc solaire citoyen de l'Espace du Génie, deuxième plus grand parc photovoltaïque d'Europe équipé de modules français. Plus de 40 projets ont vu leur construction commencer ou ont été mis en service. Les levées de fonds menées en 2024 mèneront à de nouvelles belles inaugurations en 2025. Pour accompagner ces inaugurations et la massification de l'énergie citoyenne, nous devons penser de nouvelles stratégies de communication sur les réseaux sociaux et dans la presse dans un contexte d'actualité saturée.

Pendant cette année, nous avons également renforcé notre label et le cadre d'évaluation de l'éthique des projets, avec les travaux du bac à sable sur le développement, l'animation du Collectif Bois Territoires et l'accompagnement de nouveaux opérateur chaleur renouvelable qui aboutiront à une charte chaleur bois en 2025, un guide de l'exploitation des projets d'énergie citoyenne, des retours d'expériences de

coopérations avec des SEM… sans compter une refonte complète de l'espace adhérents, intégré au centre de ressources du site internet pour faciliter l'accessibilité aux ressources et leur qualité.

Face aux instabilités du cadre de financement public, nous devons continuer à renforcer notre expertise des mécanismes de marché (PPA / contrats de vente directe) et pousser pour des financements à la hauteur des enjeux. Notre participation au projet européen "Accès au capital pour l'Energie Citoyenne" (ACCE) avec REScoop.eu nous permet de valoriser nos bonnes pratiques au niveau européen.

Malgré un certain piétinement des sujets de transition à l'échelle nationale, les équipes d'Energie Partagée ont redoublé d'effort nous permettant d'être reconnu comme l'un des acteurs majeurs de l'énergie citoyenne en Europe. En 2024, l'expertise d'Energie Partagée a particulièrement rayonné à l'échelle européenne (webinaires avec la commission européenne, porte-voix de la notion de communauté énergétique, etc.), véritable récompense pour tous les collectifs citoyens et réseaux régionaux qui s'impliquent au quotidien dans le développement de cet écosystème. Energie Partagée sera d'ailleurs l'expert national de la ENERCOM Facility, futur dispositif européen d'appui aux communautés énergétiques géré par un consortium dont RESCoop.eu est membre.

En interne, nous poursuivons notre changement d'échelle, avec le programme OETC (Opérateur Énergétique Territoriaux et Citoyens), la refonte de l'observatoire de l'énergie citoyenne, l'approfondissement du Label Energie Partagée, l'amélioration des pratiques de développement des projets citoyens… mais aussi des départs et des arrivées au sein de l'équipe liés aux cycles inévitables d'une organisation associative et militante qui a plus de 10 ans. Nous avons ainsi dû investir dans la structuration interne (système d'information, création d'un poste RH et de nouveaux postes de gestion administrative et financière) et ces investissements seront rentabilisés sur les prochaines années.

Energie Partagée emploient aujourd'hui près de 40 personnes. Cela implique une structuration de l'équipe et un renforcement de l'implication des instances. La dynamique positive des projets à financer implique d'organiser plus de réunions du Comité Consultatif des Engagements et de structurer une fonction de gestion des actifs. Un travail en inter-instances a eu lieu pour l'appropriation de l'histoire du Mouvement et des débats sur les orientations futures, notamment lors d'un temps de travail particulièrement riche à Marseille après nos Rencontres de l'Energie Citoyenne 2024.

Il y a encore du pain sur la planche pour faire rayonner plus fort l'énergie citoyenne et les liens de notre Mouvement sont plus que jamais déterminants pour s'entraider et défricher ensemble le chemin. Retrouvons nous nombreuses et nombreux à Toulouse pour des Rencontres Nationales de l'Énergie Citoyenne partagées avec le CLER, ECLR et Solagro pour renforcer ces liens !

Le Conseil d'Administration d'Energie Partagée Association